

# (fenêtres) (sur • cours)



**ASSEZ DE MEPRIS !**  
**Respect et dignité pour l'école publique**

Sur ce thème, après l'absence de réponse du ministère à la manifestation nationale du 19 octobre, les syndicats SGEN-CFDT, SE-UNSA, SNUipp-FSU appellent à une grève unitaire dans les écoles le jeudi 20 novembre.



## « Sauvons les RASED »

Dans les inspections académiques, la fermeture des 3 000 postes RASED s'organise. C'est l'information qui remonte de certains départements où les IA auraient reçu la consigne de repérer dans les écoles des postes d'enseignants partant en retraite dans le but de les flécher pour y nommer, à la rentrée 2009, les maîtres E ou G touchés par les suppressions. Il apparaît clairement que « la sédentarisation » des personnels spécialisés faussement affichée par le ministère est une suppression pur et simple des dispositifs d'aide aux élèves en difficulté. La mesure est d'autant plus stupéfiante que l'examen budgétaire à l'assemblée ne commence que le 4 novembre. C'est d'ailleurs le jour que les fédérations de maîtres E et G (FNAME et FNA-REN) avec le soutien du SNUipp ont choisi pour organiser une journée de sensibilisation et d'interpellation : à Paris, rassemblement de 3000 professionnels de RASED, en direction des parlementaires, en province, rassemblements devant les préfectures.

La campagne de signatures de la pétition « Sauvons les RASED » continue avec succès. A l'heure où nous bouclons, elle comptabilise près de 75 000 soutiens.

<http://www.sauvonslesrased.org>

## Aide personnalisée : remettre à plat le dispositif

Quels parents croiront qu'avec deux heures de classe en moins chaque semaine, des programmes plus lourds, moins d'enseignants, des dispositifs pour les élèves en difficulté supprimés, les élèves pourraient mieux réussir à l'école ?

Pourtant, après avoir créé cette situation, le ministère tente de faire croire qu'il a emprunté cette voie avec un début de succès en annonçant que 19,13% des élèves de primaire bénéficient de l'aide personnalisée et que 77,31% des enseignants de maternelle conduisent des aides dans le cadre d'ateliers en petits groupes.

La réalité est tout autre : alourdissement de la journée de travail de certains élèves, manque de temps pour les équipes, inégalités entre les écoles, multiplication des tâches pour les directeurs...

Après avoir refusé de signer le relevé de conclusions, le syndicat a appelé les enseignants à décider, en conseil des maîtres, des dispositifs à élaborer pour leur école. Pour tirer tous les enseignements de la mise en œuvre, le SNUipp, qui est en désaccord profond avec cette mesure, demande aux écoles de remplir massivement l'enquête qu'il a initiée ([www.snuipp.fr/60heures](http://www.snuipp.fr/60heures)) afin d'obliger le ministère à remettre à plat le dispositif.



## La maternelle s'affiche

### haut et fort

« *A la maternelle on enseigne !* » tel était l'un des messages entonnés par les manifestants pour l'école, le 19 octobre dernier, à Paris. Les enseignants répondaient aux propos méprisants de Xavier Darcos sur la maternelle en portant haut et fort la professionnalité de cette vraie école. La carte pétition « *Oh ! A la maternelle, on apprend* » a été signée massivement par les enseignants et les parents au pied du char maternelle mis en place par le SNUipp jusqu'à rupture des stocks. Elle est toujours à signer, à faire signer aux familles et à remettre aux sections départementales du SNUipp.

# 20 novembre, grève unitaire dans les écoles

C'est le métier et l'engagement professionnel des enseignants des écoles au service des élèves qui sont dévalorisés, critiqués et remis en cause en permanence. Après la manifestation nationale du 19 octobre et le silence condescendant du ministre en réponse aux mécontentement et aux revendications des personnels, le SGEN, le SE et le SNUipp, appellent à la grève unitaire dans les écoles, le jeudi 20 novembre. Au moment où débute le débat budgétaire, l'assemblée nationale examine le projet de 13500 suppressions de postes dans l'éducation nationale dont 6000 retraités pour l'école primaire. Pour la première fois dans le premier degré, alors que la hausse attendue est de 16400 élèves supplémentaires, le ministère décide d'une suppression massive de postes. 3000 postes de maîtres E et G soit le tiers des postes existants dans le pre-

mier degré sont concernés. Avec la mise en place « *de programmes plus lourds dont la vision passéiste s'accompagne d'un temps d'enseignement réduit de deux heures, le « débrouillez-vous* » et les propos provocateurs du ministre pour les enseignants de maternelle », les choix budgétaires et la politique éducative du gouvernement hypothèquent lourdement le devenir des élèves en difficulté. Pour « *exiger un autre budget qui permette de faire face à la hausse des effectifs et permette une transformation de l'école qui favorise la réussite de tous les élèves. Pour le maintien des RASED, pour un véritable dialogue social et le respect des droits syndicaux.* », les organisations syndicales appellent les enseignants des écoles à faire grève massivement le 20 novembre.

### SMA : entrave au droit de grève

La journée de grève du 20 novembre verra la première mise en place à l'échelle nationale du « *service minimum d'accueil* », le fameux SMA que beaucoup de municipalités jugent inapplicable. Voté cet été, une première application plus que chaotique a eu lieu lors de la journée du 7 octobre. Le problème d'encadrement et de responsabilité reste entier. Le SNUipp demande l'abrogation du SMA qui entrave le droit de grève des enseignants, et milite en faveur d'un service « *maximum* » tous les jours de l'année.

### Semaine d'action du 17 au 24 novembre

21 organisations, syndicats d'enseignants, parents d'élèves, mouvements pédagogiques, associations complémentaires de l'école ont décidé de s'adresser à la population pour exprimer leur oppositions aux nouveaux programmes et à la suppression du samedi matin. Après le 19 octobre, elles poursuivent leur engagement en appelant à amplifier le mouvement pendant la semaine du 17 au 21 novembre.

AFL - Cé - CEMEA - CRAP-Cahiers pédagogiques - FAEN - FCPE - FEP-CFDT - FERCCGT - FGPEP - FIDL - Les FRANÇAS - FSU - GFEN - ICEM-pédagogie Freinet - JPA - La Ligue de l'Enseignement - SGEN-CFDT - SUD Education - UNÉF - UNL - UNSA Education

## Tempête sur le mouvement

Quatre organisations syndicales de la CAPN viennent de s'adresser au ministère pour protester avec force contre la note de service qui prévoit de « *bouleverser le mouvement des enseignants des écoles* » : modification du rôle des CAPD, large place laissée aux affectations hors-barème, incitation à minorer les qualifications requises pour être affecté sur des postes particuliers, remise en cause de la transparence et de l'équité. Les décisions concernant la prise de premier poste sont déjà détaillées dans la note de service alors qu'elles sont censées faire l'objet de discussions dans le cadre de la réforme de la formation !  
CFDT, Snudi-FO

## Associations en danger

Huit associations complémentaires de l'Education nationale\* ont décidé de « *réagir ensemble* ». Non seulement Xavier Darcos supprime 1 500 emplois mis à disposition dans le cadre du budget 2009, mais il a aussi réduit considérablement l'aide financière apportées à ces mêmes associations. Un coup bas qui remet en cause leurs activités auprès des jeunes et des enseignants.  
\*(Cemea, EEDF, Foeven, Francas, JPA, Ligue de l'enseignement, OCCE et PEP)

## Elections professionnelles : voter maintenant

Dès maintenant par correspondance et le 2 décembre dans les écoles de plus de 8 classes, les instituteurs et professeurs des écoles votent pour élire leurs représentants dans les commissions paritaires départementales (CAPD) et nationales (CAPN)

## Quelle formation pour les enseignants des écoles ?

La réforme de la formation des enseignants engagée à marche forcée se poursuit. Après l'intégration des IUFM aux universités, la décision de recruter au niveau master, le cadrage du nouveau concours, c'est au tour des contenus des masters d'être déclinés, toujours dans un semblant de consultation. La question essentielle sera la part réservée à une véritable formation professionnelle tout au long du cursus. Nous exigeons le maintien des missions des PEMF.

## EPEP, le retour !

Alors que le ministère a dû renoncer à deux projets de décrets précédents, il persévère. « *Un statut juridique qui permette une gestion pédagogique moderne et efficace* », voilà la proposition de loi relative à la création des EPEP déposée par 3 députés UMP. Moderne et efficace, de leur point de vue car du côté des syndicats, des associations des parents d'élèves et des maires, l'opposition reste entière à ces « *hyperécoles* ». Cette structure proche des collèges et lycées avec notamment un directeur administratif, une autonomie financière, pourrait alors concerner les 439 écoles de plus de 15 classes dès la rentrée 2009. Une provision budgétaire pour 500 postes administratifs est prévue alors que le projet de loi n'est pas votée.

## AVS et EVS : pour des emplois pérennes

La volonté affichée de réduction budgétaire risque de précariser encore plus les personnels AVS et EVS. Toujours non pérennisés, ces emplois pourtant indispensables à l'école, risquent fort de faire les frais de la tendance actuelle de réduction drastique des dépenses. Une suppression de ces emplois, faute de budget adéquat, compromettrait gravement le fonctionnement des écoles, notamment l'accueil des élèves en situation de handicap.

## Des colloques pour «faire grandir l'école»

Quelles pistes construire pour une école s'engageant réellement dans le défi de la réussite de tous ? En proposant trois colloques en novembre, le SNUipp invite à la réflexion et à l'action pour faire bouger l'école : le 13 novembre, à Lille, « *rythmes scolaires et rythmes de l'enfant* » ; Le 19 novembre, à Paris, « *grandir l'école maternelle* » ; Le 27 novembre, à Bordeaux, « *quelle aide pour quelle école ?* »

